

le Braséro

"...Les travailleurs ont redécouvert la rue, les grenades lacrymogènes, les piquets de grève, les braséros...
Les braséros ne sont pas encore au musée"
Sofge Valéro

publication de la Fédération **CNT PTT**
des activités postales, du courrier et des télécommunications

Numéro 15 - Septembre 2023 - 33, Rue des Vignoles - 75020 PARIS - 07 49 13 14 63

UN REGARD SUR LA LUTTE DES POSTIÈRES ET POSTIERS DE GRENOBLE - OU COMMENT RÉSISTER DANS L'OMBRE DE LA PRÉCARITÉ

À partir du 22 mars dernier et pendant de longues semaines, à Grenoble, les factrices et facteurs du bureau de Chavant ont mené une grève reconductible pour l'amélioration de leurs conditions de travail et obtenir la titularisation des précaires. Une mobilisation longue, qui a côtoyé, toujours dans la même ville, la grève des factrices et facteurs du bureau Lionel-Terray contre la réorganisation de leurs tournées, fin mars, puis celle des postières et postiers de l'agence Coliposte de Mistral contre l'augmentation de leur charge de travail à la mi-mai.

À ces diverses mobilisations - Signe manifeste de la dégradation de l'ensemble des conditions de travail de la Poste à Grenoble - la seule réponse de la hiérarchie a été la sourde oreille, d'hypocrites manœuvres de temporisation et des mesures disciplinaires pour faire taire la contestation.

Face à une telle attitude, un comité de soutien a été mis sur pied et la CNT a pris sa part de la solidarité à apporter aux postières et aux postiers en lutte. Des rassemblements, blocages, pétitions, etc. ont alors eu lieu pour renverser le rapport de force au profit des grévistes.

Hélas, ni ce soutien ni la détermination des grévistes elles et eux-mêmes n'auront été suffisant.... Du moins pour cette fois. La décrue du mouvement social sur les retraites en mai aura entraîné dans son sillage celle du soutien à cette lutte difficile, et, le temps passant, les grévistes durent se résoudre à reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Ce mouvement aura néanmoins attiré l'attention de l'inspection du travail, qui a diligenté des contrôles sur tous les centres courrier de l'agglomération. Reste à en attendre les conclusions qui seront certainement édifiantes.

Cette lutte ne sera néanmoins certainement sans lendemain. Elle est, en effet, d'une actualité remarquable, en ce qu'elle a réuni des travailleuses et travailleurs précaires dans une entreprise dont toute la politique depuis des décennies a consisté à détruire les collectifs de travail et à isoler les travailleuses et travailleurs pour mieux les contrôler. **D'une logique de métier, on est passé à une logique de tâches interchangeables pour employé.es interchangeables.**

Une évolution qui n'a pour tout fondement que la réalisation du dogme de la privatisation et du

"new public management", quand bien même ce serait au détriment de la qualité de service. Rappelons qu'il y a quelques décennies encore, n'importe quelle lettre postée était distribuée le lendemain partout en France. Aujourd'hui, la Poste marchande à prix d'or des services que ses salarié.es effectuaient autrefois gratuitement, au nom d'une certaine idée du service public. Le courrier s'attarde et se perd, tandis que les colis sont malmenés, au gré de tournées de distribution dont chaque étape est à présent minutée et contrôlée.

Cette dégradation catastrophique du service, comme des conditions de travail, signale le caractère profondément politique des réorganisations du travail que nous subissons depuis des décennies et auxquelles la Poste paye un si lourd tribut.



Les résultats obtenus par ces pratiques n'ont rien en commun avec les discours par lesquelles elles se sont légitimées autrefois, et continuent encore bien souvent de le faire. Ces résultats consistent dans la destruction des cadres anciens dans lesquels se développaient la solidarité entre collègues, à la base, source de l'enracinement syndical et plus largement de la capacité de résistance des travailleuses et travailleurs aux diktats plus ou moins sensés de leur hiérarchie. C'est cette capacité de résistance, cette parcelle d'autonomie ouvrière qu'il s'agissait bel et bien de détruire, même au prix de nombreux et précieux savoir-faire. En un mot comme en cent

donc, ce qui s'est passé à la Poste en 30 ou 35 ans, c'est ironiquement le sacrifice du bon fonctionnement du service sur l'autel du seul pouvoir managérial.

On comprend donc mieux ce qu'il y a de remarquable dans la lutte des intérimaires de la Poste à Chavant, et dans leur capacité de se mobiliser dans un environnement qui a été conçu spécifiquement pour asphyxier toute possibilité de contestation collective.

À l'heure où ce modèle managérial d'absolue précarité et d'isolement continue de se répandre dans le public comme

dans le privé, sous l'égide complice des gouvernements successifs, nous aurons à nous inspirer de ce qu'ont accompli nos camarades de Chavant pour faire renaître envers et contre tout, opiniâtrement, les bases d'une solidarité de classe en entreprise.

C'est ce à quoi la CNT s'emploie à la Poste comme ailleurs, car si, dans l'Isère, nous ne sommes qu'un soutien extérieur aux luttes des factrices et facteurs, il en va autrement dans d'autres départements où des syndicats CNT PTT sont implantés.

CNT 38

ET LA POSTE ELLE EST A QUI ? ELLE EST A NOUS ! À QUI, À QUI, À QUI ? À NOUS, À NOUS, À NOUS !

C'était notre cri de guerre pendant tout le mouvement contre la réforme des retraites.

Mais tout a commencé dès le 19 janvier 2023, à l'annonce du projet de réforme des retraites, lorsqu'en intersyndicale des postiers du département (CGT/CNT/FO/SUD) nous décidons un planning de visites de bureaux à travers tout le département, de Prades à Millas, St Génis des Fontaines, Elne, Céret, la PPDC de Perpignan, Thuir, Canet... De bon matin une délégation arrivait sur les centres courrier et chaque syndicat faisait une prise de paroles à tour de rôle sur les méfaits de cette réforme devant un personnel très réceptif car peinant déjà, et pliant sous le poids de la sacoche pour arriver aux 62 ans et dont il n'était un mystère pour personne que la plupart serait déclaré inapte bien avant ou partirait dans des dispositifs de préretraite TPAS (Temps Partiel Aménagé pour Séniors) que la Poste a prudemment mis en place pour se débarrasser de son personnel vieillissant.

Alors, aller jusqu'à 64 ans... mais de qui se moquait-on !!!

La première mobilisation, le 19 janvier fut énorme et inattendue, 2 millions de manifestant en France, 20 000 manifestants à Perpignan, du jamais vu depuis les grandes grèves de 1995 et 2010, près de 200 postiers du 66 dans la rue et bien plus en grève. Ce

succès nous encourage à poursuivre notre stratégie. Le 31 fut du même niveau ... et le 7 et le 8 mars ... Face au mépris du gouvernement, nous appelons à du reconductible validé par l'AG des postiers, mais rien ne semble ébranler ce gouvernement qui passe en force. Le ton monte, le mouvement se durcit et nous finissons par voter le blocage de la PPDC de Perpignan, lieu stratégique où transite pratiquement tout le courrier du département. FO en désaccord avec le blocage quitte l'intersyndicale.

À partir du 21 mars et jusqu'au 6 avril nous bloquons jour et nuit la PPDC : Aucun camion avec du courrier, de la presse ou des colis ne rentre ni ne sort, le grand portail est bloqué, seul restera ouvert un petit portillon par lequel les non-grévistes et les usagers pourront rentrer et sortir à pied, des AG quotidiennes se tiendront sur la poursuite du mouvement, sur la réalité du monde dans lequel nous vivons.

Le piquet de grève sera soutenu de façon interprofessionnelle par des enseignants, des employés des Impôts, d'Enedis, de la Santé, des cheminots, des chômeurs, des retraités, des étudiants, des gilets jaunes. La PPDC du 840 de l'avenue de l'industrie devient "La Barricada 840", une extraordinaire agora où autour du braséro, les idées, les merguez, les thermos de café, les chants et la solidarité circulent et réchauffent les cœurs.

Des préavis de grève locaux sont déposés. Ce n'est plus seulement le retrait de la réforme qui nous motive mais le désir de changer le cours des choses : Nous réclamons le gel des réorganisations dévoreuses d'emplois qui ne réorganisent rien mais désorganisent tout, leur seul but étant de réduire l'effectif, nous réclamons aussi la CDIisation de 50 intérimaires (30 au Courrier 20 au Réseau) pour travailler dans la dignité et nous nous mettons à rêver un monde meilleur. Oui c'est possible, oui nous nous en sentons la force, et avons le nombre, d'autant plus que nous nous sentons soutenus, portés par la population : Un jour c'est une boulangère qui nous ramène ses invendus de la journée, un autre jour un maraîcher nous amène des cagettes de fruits et légumes, quelque fois des automobilistes s'arrêtent et glissent un petit billet dans la caisse de grève en nous disant : "Tenez bon !".

Et nous, la poignée de militants de la CNT, présente au blocage, ne pouvons pas nous empêcher d'avoir une pensée pour les travailleurs de l'UGT et de la CNT qui à 200 km de là, 86 ans plus tôt, en 1936, avaient collectivisé en autogérant le Central Téléphonique de Barcelone.

Mais de l'autre côté de la grille et de la barricade, c'est le vieux monde qui nous épie en la RH, escortée d'un huissier qui nous fusille du regard et nous mitraille de photos. D'ailleurs l'arsenal répressif ne tardera pas à se mettre en branle, en assignant 6 camarades (5 de la CGT et 1 de SUD).

Le 6 avril, La Poste obtiendra gain de cause auprès du Tribunal qui déclarera le piquet de grève illicite et ordonnera la levée du blocus sous peine d'une astreinte de 250 € par heure et par assigné et qu'en cas de non exécution de la décision de justice il pourra être fait appel à la force publique.

Le piquet de grève est levé ce jour là.

Mais La Poste, revancharde, ne se contentera pas de cette décision de justice et continuera de harceler les

assignés, en menaçant d'abord Arnaud de licenciement pour fait de grève qui finalement écoperait d'un blâme. Ensuite ce sera au tour de Ruth d'être convoquée le 14 juin au Commissariat de Police de Perpignan pour "entrave concertée et avec violence ou voie de fait à l'exercice de la liberté de travail" et risque 3 ans de prison et 45 000 € d'amende. Et enfin Alex, secrétaire départemental de la CGT FAPT66, sera convoqué en conseil de discipline au siège de La Poste à Paris le 4 juillet, et risque la révocation. Ce jour là plusieurs rassemblements ont lieu à Montpellier, Béziers, Perpignan et Paris pour dénoncer la répression syndicale. Deux propositions ont été soumises au vote, lors de ce conseil de discipline, les représentants de La Poste réclament 24 mois de mise à pied dont 6 avec sursis et les représentants des salariés proposent qu'aucune sanction ne soit prise. Comme ces commissions n'ont de paritaire que le nom, c'est Wahl, le président de La Poste qui vient d'entériner la décision finale en confirmant les 18 mois de mise à pied ferme.

Un comité de soutien s'est constitué avec une multitude de syndicats, d'associations et d'organisations pour lutter contre la répression anti-syndicale et la criminalisation du mouvement social.

Assignée mais pas résignée, l'intersyndicale postale du 66, CGT/CNT/SUD, a appelé à une journée de grève et de rassemblement le 14 septembre, pour demander :

- L'arrêt des sanctions et des poursuites judiciaires,
- Le respect du droit de grève,

Et continuera de se battre pour la défense du service public et pour construire une société où les hommes et les femmes qui sont à la base de la production, organiseront la société pour qu'elle réponde aux besoins de tous et de toutes au lieu de laisser toutes les décisions aux mains d'une minorité de nantis.

Syndicat CNT PTT Languedoc-Roussillon



QUELQUES LIENS

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR L'ANARCHISME <https://www.cira-marseille.info>

CONFEDERACIÓ GENERAL DEL TREBALL <https://cgtcatalunya.cat/>

CONFEDERACIÓ NACIONAL DEL TREBALL <https://lasoli.cnt.cat/>

CONFEDERACIÓN GENERAL DEL TRABAJO <https://cgt.org.es/>

CONFEDERACIÓN NACIONAL DEL TRABAJO <https://www.cnt.es/>

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL <https://www.cnt-f.org/>

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL - 66 <https://cnt66.cnt-f.org/>

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL - FÉDÉRATION DES PTT <https://fedeptt.cnt-f.org/>

INFO LIBERTAIRE <https://infolibertaire.net>

LA HORDE <https://lahorde.samizdat.net>

RADIO CANUT <https://radiocanut.org>

RADIO LIBERTAIRE <https://radio-libertaire.org>

VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES <https://visa-isa.org>



ADRESSES DE NOS SYNDICATS LOCAUX

CNT PTT 07 - Maison des Syndicats - 18, Avenue de Sierre - 07200 AUBENAS - cntinterpro07@cnt-f.org

CNT PTT 75 - 33, Rue des Vignoles - 75020 PARIS - 07 49 13 14 63

CNT PTT Languedoc-Roussillon - HLM Saint Mathieu - Cour F - 39, Rue des Rois de Majorque - 66000 PERPIGNAN - 04 68 34 33 31 - ptt66@cnt-f.org



POUR RECEVOIR LE COMBAT SYNDICALISTE, REVUE NATIONALE, SANS ENGAGEMENT, PENDANT 3 MOIS (Photocopier ou découper)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Localité :

A envoyer au Combat Syndicaliste - Maison des syndicats - 18, Avenue de Sierre - 07200 AUBENAS

cntinterpro07@cnt-f.org Abonnement standard 22 € - Abonnement de soutien 30 €

BULLETIN DE CONTACT (Photocopier ou découper)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Localité :

Mail : @ Etablissement :

Centre de tri Courrier Filiale LBP Réseau Téléphonie Autre

Pour adhérer

Pour recevoir des infos, commander des tracts, nous informer des luttes dans vos établissements

A envoyer à CNT-PTT 33, Rue des Vignoles - 75020 PARIS fede.ptt@cnt-f.org ☎ 07 49 13 14 63